

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 137
Avril 2022

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Au deuxième tour de l'élection présidentielle, nous nous abstiendrons encore



Les résultats sont tombés et le duel annoncé Macron-Le Pen aura bien lieu. La seule surprise de cette élection est le score important de Mélenchon qui talonne Le Pen. Mélenchon augmente son score de 2017 et obtient un peu plus de 500 000 voix par rapport à la précédente présidentielle. Mélenchon était dans une dynamique positive et l'appel de la primaire populaire ainsi que celui, récemment, de Taubira à voter pour l'insoumis auront certainement été déterminants.

Les petits candidats de gauche qui appellent à faire barrage à l'extrême droite en votant Macron se ridiculisent un peu plus. Il aurait suffi des 1,7% d'Hidalgo ou des 2,3% de Roussel pour effectivement faire barrage directement à Le Pen en l'éliminant directement du second tour. Mais on voit que la présidentielle n'était qu'un objet second face à la restructuration prochaine de la gauche.

Edouard Philippe doit savourer les 4,8% de Pécresse qui en ne dépassant pas les 5% va mettre à mal les finances du parti. Il va donc consolider son parti Horizons en vue des prochaines législatives et surtout la présidentielle de 2022.

Les écologistes n'ont pas percé ; leurs divisions, leur manque d'implantation dans le milieu ouvrier, leur discours inaudible et peu attractif, le vote utile pour Mélenchon ont joué dans la défaite.

Nous sommes passés du bipartisme (droite-gauche) à un système où trois pôles maintenant vont s'affronter. Un pôle de droite et centre-droit emmené par Macron-Philippe avec un tiers des voix ; un autre tiers à l'extrême droite emmené par Marine Le Pen et Zemmour ; le dernier tiers à gauche avec le tribun Mélenchon et les écologistes.

Ce qui devrait inquiéter, c'est cette montée électorale, année après année, de l'extrême droite, jusqu'au tiers des votants aujourd'hui. Et comme le résultat d'une élection,

c'est la photo de l'état de l'opinion publique à un instant T, cela signifie que l'opinion publique se droitise et s'extremise-droitise puisque deux tiers des votants se situent dans ces segments politiques.

Le taux d'abstention à 26% n'est pas à la hauteur des enjeux. Macron avec ses 28% de suffrages se relégitime aux yeux des Français. On pourra toujours arguer que 27-28% au premier tour avec 26% d'abstention, c'est peu. Mais c'est quand même bien mieux qu'à la présidentielle de 2017 alors qu'il a annoncé une réforme des retraites à 65 ans par exemple. Sans compter ce qu'il nous réserve dans sa besace.

Pour le second tour, Emmanuel Macron nous refait le coup du front républicain et il remercie tous les candidats qui appellent à voter pour lui au second tour. Pourtant, aux dernières régionales, Gabriel Attal tout comme Séjourné et d'autres proches d'Emmanuel Macron disaient : « Il faut inventer autre chose que le front républicain ». Front républicain is dead? Certainement pas ; les politiciens sont toujours à la recherche du réflexe pavlovien du tout sauf Le Pen. Pourquoi changer un slogan qui fonctionne depuis 2002.

Ainsi, les politiciens continuent la politique libérale qui les caractérise. Les pauvres, classe laborieuse, classe dangereuse, continueront à trimer et à se serrer la ceinture. Ainsi va la vie. Mais revenons à l'actualité.

Le pouvoir d'achat s'est invité dans la campagne présidentielle bien devant les thèmes de l'immigration, la sécurité... thèmes chers à la droite et l'extrême droite. Cette fois, sur le sujet, Marine Le Pen ne s'en est pas laissé compter et a continué sur sa lancée : il faut redonner du pouvoir d'achat aux Français. Avec une priorité aux Français ; il ne faut pas oublier cet incontournable lepéniste.

A l'autre bout du spectre, Macron s'est laissé dépasser. Il a bien essayé de rattraper le coup en proposant, une

fois élu, d'indexer les retraites sur l'inflation. Et comme les retraités votent davantage que les autres catégories et sont plus conservateurs, il fallait bien les brosser dans le sens du poil électoral. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait avant, en gage de bonne volonté. D'autant qu'il avait bidouillé la CSG des retraités au début de son quinquennat. L'indexation des retraites sur l'inflation, c'est un peu une séance de rattrapage dont on n'est pas certain qu'elle aboutisse en ces temps de crise. Ou du moins sur le taux réel de l'inflation. On augmente de 3% quand l'inflation est à 4,5%. C'est toujours cela de gagner.

Cette inflation qu'on nous avait dit passagère se révèle de plus en plus être structurelle. Et dans ce cas, plus l'inflation augmente et que les salaires ne progressent pas, plus nous constatons de fait un appauvrissement des individus et des ménages.

En période de stagflation, c'est-à-dire une économie qui stagne et une inflation qui monte, les plus pauvres et précaires ont de plus en plus de mal à finir le mois. Les inégalités croissent et on se demande bien pourquoi on demanderait aux catégories populaires de voter pour un candidat qui n'a pas pris la mesure du problème. Enfermés dans une bulle technocratique, Macron et son cercle se sont coupés des moins aisés, du moins de ceux et celles qui ont cru un moment que le président pourrait intervenir en leur faveur. Les prix de l'énergie flambent et certains produits de première nécessité s'envolent de même. Le pouvoir d'achat diminue et les petits retraités se retrouvent dans une situation désespérée et parfois tragique.

L'inflation risque fort de durer contrairement à ce que certains économistes, fiers de leur science, nous avaient rabâchés à l'automne 2021. Les problèmes de manques de conteneurs, des goulots d'étranglement des microprocesseurs dans l'automobile, le problème des semi-conducteurs... bref tout un tas de produits dont l'acheminement pénalise la production européenne ; les confinements dus à la Covid en Chine, confinements qui n'en finissent pas (Shanghai, aujourd'hui,...) ; les tribulations de la transition énergétique, la guerre en Ukraine qui dure et peut être le prélude à une troisième guerre mondiale... tous ces ingrédients font un bon cocktail pour avoir une inflation structurelle, donc durable.

Aujourd'hui, l'impact des augmentations de prix se fait sentir directement et immédiatement sur les personnes déjà fragilisées par une petite retraite ou un bas revenu. Ce qui aura des conséquences sur d'autres secteurs économiques. Les gens vont privilégier les dépenses prioritaires : la nourriture, le gaz et l'électricité, la santé, l'essence pour la voiture notamment pour les habitants habitant la campagne ou en périphérie lointaine des grandes villes. Privilégier mais aussi les diminuer.

C'est-à-dire que les Français à petit revenu vont se serrer la ceinture pour les vêtements, les loisirs et la culture, le tourisme...ou divers équipements (ménagers...). Ou tout simplement, ils ne pourront plus consommer qu'à la partie congrue. Cet état de fait pèsera sur l'économie. Peut-être que si les salariés ont le couteau sous la gorge, ils penseront à se rebeller ? Eloge de la fuite. Nous le verrons bien après le résultat du second tour.

Dernièrement les NAO, au sein des entreprises, ont vu des hausses de salaires en deçà des espérances des syndicats, au regard de la situation inflationniste.

On constate cependant une grève victorieuse, historique diront certains, chez Dassault Aviation. Le fabricant d'avions militaires a cédé devant l'intersyndicale. Que pense cette dernière de la guerre en Ukraine ? Au niveau éthique, que pensent les travailleurs qui fabriquent des armes qui tôt ou tard tueront des personnes, civiles et militaires ?

Avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, les salaires étaient indexés sur l'inflation. Depuis 1983, ce n'est plus le cas. Certainement une grande avancée sociale de la gauche qui s'étonne d'année en année de son discrédit auprès des travailleurs. A qui la faute ? Tu trahis, tu paies. Le PS à 1,7%, c'est le prix de la trahison depuis des décennies.

Les patrons vont freiner des quatre fers pour augmenter les salaires car ils ne veulent pas réduire leurs marges. Certains en ont pourtant fait des bénéfices pendant la pandémie. Mais, ils vont nous ressortir le coup de l'emballement général. Pour être compétitifs, nous devons augmenter les prix. Et le tour est joué : l'augmentation des salaires augmente les prix et la valse des étiquettes fonctionne alors à plein régime. D'autant que chacun va nous sortir le couplet de la guerre qui est la cause de tous nos maux alors que nombre de spéculateurs de la misère humaine attendent comme des vautours leur heure et leur proie. La spéculation a déjà commencé mais elle va tenter de se multiplier.

Récession et chômage risquent de pointer leur nez. Et les plus pauvres et les travailleurs les moins formés vont trinquer en premier.

Pas sûr que la solution Macron qui consiste à donner la même chose à tout le monde puisse réduire les inégalités. C'est le contraire qui se produit. Diminuer par exemple de 18 centimes le litre de carburant pour tous, c'est permettre aux conducteurs de grosses cylindrées d'obtenir une réduction de leur dépense alors que le travailleur à faible revenu qui utilise son véhicule pour travailler tous les jours voit cependant son pouvoir d'achat baisser. C'est un peu le principe de la TVA qui touche de la même manière la personne qui gagne 10 000 euros et celle qui est au RSA pour l'achat d'une baguette de pain ou un litre de

lait par exemple.

Sans compter que bientôt, les gens aux salaires moindres qui sont locataires vont voir leur loyer augmenter car ce dernier est calé sur l'inflation.

Les victimes de l'inflation vont se reporter sur la nourriture la meilleure marché, ce qui est loin d'être synonyme de meilleure qualité. Ceux et celles qui ont des revenus confortables continueront à manger BIO. On est pour le BIO, à partir du moment où il est accessible financièrement pour tout le monde. Et malheureusement, on sent que les partisans des OGM...vont s'engouffrer dans la brèche sous couvert d'égalité. Les lobbies vont aussi essayer d'avoir la part belle. Nous sommes en période de guerre !

Pendant le quinquennat Macron, après les gilets, on s'attendait à une meilleure prise en compte des problèmes soulevés au niveau des fins de mois. On pensait que la convention climat allait donner des résultats. La décarbonation de l'économie est passée sous les radars. La question de la recherche universitaire aussi. L'enseignement a été malmené par le ministre de l'Education...

Et les libertaires, dans tout cela. Qu'ont-ils à apporter ?

Concernant l'éducation, pour les libertaires, toute la valeur de l'éducation réside dans le respect de la volonté physique, intellectuelle et morale de l'enfant. Nous sommes favorables à l'autonomisation des élèves dans leurs activités d'apprentissage.

Au niveau des enjeux actuels, les libertaires sont parties prenantes des problèmes du dérèglement climatique, du pacifisme et des droits humains ainsi que du refus des discriminations et des crispations identitaires. C'est une éducation rationnelle qui permet de lutter contre ces dernières dérives. Cependant nous ne sommes pas adeptes des injonctions prescriptives et moralisantes. C'est le point faible des écologistes de salon.

Notre pacifisme promeut les droits humains, s'insurge contre les crimes de guerre et le racisme. Notre ouverture à l'autre, notre volonté d'égalité des sexes font aussi partie de notre projet émancipateur.

La prescription, la moralisation ne sont pas, au vu des expériences, les méthodes les plus adaptées pour véhiculer et surtout transmettre ce que l'on entend défendre. Les luttes antiracistes, antifascistes, contre le monde carcéral...se sont soldées par un échec finalement quand on voit le score affiché par l'extrême droite en France et dans de nombreux pays européens aussi (Hongrie, Pologne...). Est-on sincèrement capables de prévenir ou empêcher la montée des idées d'extrême droite ? Les politiques de mémoire ont aussi échoué. C'est donc sur d'autres axes que l'on doit poursuivre notre travail de propagande ou au moins de manière différente. Il va falloir refonder nos logiciens si l'on veut peser sur les débats à venir et faire entendre notre partition.

Patoche (GLJD)

Nous ne ferons pas les castors de Macron

Faire barrage ! Mais Macron se fout de la classe ouvrière comme de sa dernière chemise. En 2002, de nombreux militants de gauche avaient voté Chirac au deuxième tour, face à Jean-Marie Le Pen, avec une pince à linge sur le nez, et Chirac, fort d'un score pléthorique (82%) avait fait comme s'il avait été élu par son électeur habituel. En 2017, Macron a été largement élu contre Marine Le Pen suite au débat lamentable de cette dernière dans l'entre-deux tours. Et Macron y est allé de ses saillies contre ceux qui n'avaient pas de travail...Il s'était engagé à faire refluer l'extrême droite, c'est tout le contraire qui s'est produit. Et pour la troisième fois, on nous refait le coup : il faut sauver la démocratie. Mais Macron est responsable de ses propres reniements, de son attitude arrogante, de ses alliés qui ont participé de bonne grâce au naufrage de leurs anciens partis (LR et PS).

Le monde du travail, Macron ne le connaît pas. Les fins de mois difficiles, ce n'est pas son monde. Alors cautionner Monsieur Macron relève du sadomasochisme pour un ouvrier. Sa réélection ne changera rien de fondamen-

tal aux rapports de production et au fonctionnement de l'économie. L'égalité économique et sociale ne sera pas au programme ni d'actualité à long terme. En clair, Monsieur Macron nous propose à nouveau un statu quo pour les travailleurs dans le meilleur des cas ou une avalanche de réformes à l'encontre des intérêts ouvriers. Le 25 avril 2022, tout fonctionnera comme avant : les travailleurs à la chaîne retrouveront leur emploi (sauf s'il y a un manque de micro-processeurs, de puces...), la femme de ménage retrouvera ses horaires décalés et l'exploitation patronale, les aides-soignantes retrouveront le manque de moyens à l'hôpital, les enseignants retrouveront leurs conditions de travail dégradées...Bref, le monde du travail n'aura rien gagné. Ceux qui gagnent au maintien du système, ce sont les classes supérieures, les gros patrons, ceux qui vivent de la politique... Voilà pourquoi ils dépensent autant d'énergie à vouloir garder intact leurs prérogatives et leurs intérêts.

Ce qui est inquiétant, c'est le créneau qu'a pris Marine Le Pen, celui de la défense des petites gens. Et ça marche.

En Seine-Maritime par exemple, Macron et Le Pen sont au coude à coude (27,95-27,65). Ce qui est intéressant, c'est de voir les scores enregistrés par Marine Le Pen à Bolbec (40,14%). Cette ville a longtemps été dirigée par le PCF. Fécamp, qui a été de même une ville de gauche, a vu Madame Le Pen créditée d'un score de 30,90%. A Gonfreville L'Orcher, ville communiste, Le Pen caracole en tête avec 36,08%. Même tendance à Harfleur, Le Pen obtient 35,18%. Dieppe, elle est en tête avec 27,78%... Les macronistes, on les retrouve à Bois Guillaume, Mont-Saint-Aignan, Montivilliers... Et l'autre vote de classe se retrouve avec Mélenchon : Le Havre, Canteleu, Oissel, Sotteville-lès-Rouen, Saint-Etienne du Rouvray... Nous nous retrouvons donc avec deux votes populaires incarnés par Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Avec une certaine porosité dans leurs électors respectifs.

Donc Marine Le Pen est en concurrence directe avec Mélenchon au niveau vote populaire. Les militants aguerris ne se laisseront pas prendre par les sirènes lepénistes mais l'électeur lambda, peut-être. Nous verrons bien quel transfert s'effectuera au second tour entre certains électeurs de Mélenchon vers Marine Le Pen.

Le problème se trouve dans la question toute simple : comment faire pour démontrer que le clan Le Pen est tout sauf pour le monde du travail, sauf pour la classe ouvrière. Et surtout comment convaincre les travailleurs que Marine Le Pen utilise le vote ouvrier dans son propre intérêt de pouvoir. Marine Le Pen est comme Macron à ce niveau, elle prend les ouvriers pour des gogos, des gens peu instruits et qui parfois puent la sueur... Un peu comme Hollande avec les sans-dents. Donc voter pour Le Pen, c'est se tirer une balle dans le pied et favoriser l'autre ennemi.

Face à la mascarade électorale, les libertaires peuvent toujours proposer un arrêt massif et simultané du travail permettant de paralyser l'économie, d'arrêter la production et mettre à mal le Pouvoir. Pas certains que la Grève générale passe du slogan à la mise en pratique de ce qui serait un bon outil d'expropriation du patronat. Parfois, on peut cependant être surpris. Mais les mantras répétés à l'envi demeurent souvent lettre morte.

Plus simplement, les libertaires devraient profiter des quelques marges de liberté qu'il nous reste encore pour changer nos manières de vivre, de penser et d'agir. La jeunesse pourra-t-elle être la génération rebelle, celle qui s'oppose à l'extrême droite ?

Réinventer les alternatives face au système qui nous broie. La dynamique de la vie et des expériences, nous y croyons encore. La radicalisation des luttes (climat, féminisme, contre-culture, grèves de travailleurs...), une certaine spontanéité, peuvent créer un effet d'entraînement et d'émulation. Nous ne pourrions faire l'impasse sur le

changement des mentalités et au Libertaire, nous faisons le choix de la non-violence.

Toute représentation politique est une trahison. Le politicien qui te représente est un arrogant avec un ego surdimensionné et il ne respecte pas ce qu'il t'a promis pour que tu votes en sa faveur. La démocratie parlementaire, c'est du blabla qui ne peut changer profondément les choses. C'est une rhétorique qui finalement maintient le système, même s'il faut parfois changer de personnel politique pour donner le change.

Pas question pour nous de pactiser avec nos oppresseurs. Pour qu'une nouvelle génération rebelle voie le jour, il faut éviter l'écueil du prêt à penser. De même la rébellion doit s'accompagner d'une remise en cause absolue de tous les types d'autoritarisme y compris l'autoritarisme de gauche et d'extrême gauche marxiste.

La culture ouvrière disparaît petit à petit sous l'effet des écrans, la culture de masse et la consommation de masse.

La stratégie libertaire pour réussir doit fédérer toutes les luttes et mouvements de liberté : écologistes, éducateurs libertaires, artistes, féministes, pacifistes, antimilitaristes, athées, minorités sexuelles... Ce sont des droits nouveaux qu'il nous faut conquérir. C'est toute la mercantilisation de la culture, les mesures d'audience qu'il faut bypasser et récupérer des espaces de liberté et de penser afin de faire évoluer les mentalités et le système.

Là est le mouvement qui déplace les vagues en attendant de déplacer les montagnes.

Dans l'immédiat, abstention. Pas une voix pour Le Pen, pas une voix pour Macron. Attention, qu'on s'entende bien ; nous sommes dans un principe de réalité. Pour nous, un taux important d'abstention, au deuxième tour de la présidentielle, est certainement plus efficace qu'un vote barrage pour laisser les coudées franches à Macron. Plus Macron sera élu avec un fort taux d'abstention, moins il sera légitime pour faire passer ses réformes libérales.

De toute façon, le patronat se fiche bien du résultat des élections, du moment que Macron soit élu. Les élites intellectuelles et économiques ne sont pas prêtes pour faire appel à l'extrême droite, aujourd'hui. Tant qu'aucun mouvement social important ne pointe le bout de son nez et que Macron fait le job, il n'y a aucune raison que les patrons veulent un changement à la tête de l'Etat. L'équation sera peut-être différente à l'avenir mais pour l'instant que ça ronronne, que ça déconne, que ça Macrone... le principal c'est que les travailleurs soient au boulot au lendemain des résultats du deuxième tour et que les profits continuent à atterrir dans les poches du patronat.

Ti Wi (GLJD)



Enthoven n'est qu'un petit bourgeois snobinard



Lécrivain et essayiste Raphaël Enthoven se soulève contre les abstentionnistes, une pratique de « snob qui refuse de mêler son opinion à celle des autres ».

Mais qu'est-ce qu'un snob ? D'après le dictionnaire c'est une « Personne qui affecte les manières, le mode de vie et le parler d'un milieu social supérieur au sien, qu'elle prend comme modèle de distinction et qu'elle imite sans discernement. ». Le verbe snober signifie : « Traiter de haut, avec mépris ».

Tout d'abord, il faudrait savoir qui sont, dans l'ensemble, les abstentionnistes d'aujourd'hui. Les anarchistes, bien sûr, qui n'ont pas attendu Enthoven pour expliquer pourquoi le suffrage dit universel est biaisé et faussé depuis ses origines. Mais actuellement les anarchistes sont rejoints par de nombreux jeunes et les milieux populaires. Car voilà les électorats qui boudent les urnes : les jeunes et les catégories populaires.

Et Enthoven prétend que les catégories populaires seraient snobes ? Cet écrivain ne connaît pas les fins de mois difficiles et encore moins le milieu prolétaire. Depuis quand, les chômeurs, les précaires, les smicards... prendraient-ils les autres de haut ? Ce sont eux les méprisés : les sans-dents d'Hollande, ceux qui n'ont qu'à traverser la rue pour trouver du boulot... Depuis quand aussi les jeunes qui sont les premières victimes de la crise, les étudiants qui parfois ont fait la queue pendant la pandémie pour pouvoir manger, seraient snobs ?

Enthoven s'essaie à disqualifier les abstentionnistes. En réalité, il inverse les valeurs et prétend faire la leçon aux plus démunis. Les abstentionnistes sont au vote ce qu'Enthoven est au Parti Socialiste. L'essayiste a quitté ce parti car il était devenu inutile à ses yeux. Les abstentionnistes abandonnent le vote car lui aussi est devenu inutile. Le vote, change-t-il la vie des gens au quotidien ? La réponse est non. Au lendemain des élections, les ouvriers qui bossent à la chaîne auront toujours le même patron, les mêmes cadences et le même inintérêt au travail. Idem, pour la plupart des travailleurs.

Dans la même veine, Enthoven veut nous faire croire que l'abstentionnisme serait de la servitude volontaire : « Ce sont des gens qui combattent pour leur servitude comme s'il s'agissait de leur liberté », poursuit-il.

Enthoven qui cite Etienne de la Boétie, c'est du même tonneau qu'un Macron qui indique : « Nos vies valent plus que leurs profits ». Ce sont des récupérateurs de slogans et propos dont le sens premier leur est étranger.

Pour couronner le tout, Enthoven dit : « L'abstention-

nisme est une mauvaise foi qui présente comme une conséquence ce qui relève d'un choix. Celui qui ne veut pas voter trouvera opportunément des raisons de ne pas le faire ». L'abstentionnisme n'est en aucune manière de la mauvaise foi : c'est le constat d'un échec de l'électoratisme qui n'apporte aucune solution à la question sociale et à l'égalité économique et sociale. Cet électoralisme qui au contraire maintient les catégories populaires sous le joug afin de ne pas changer le système des privilèges de classes.

Les abstentionnistes seraient de même des opportunistes. Mais qui sont les opportunistes, si ce ne sont les politiciens de tout bord qui cherchent à obtenir le pouvoir, les titres et les prébendes qui vont avec.

Déjà, en 2017, ce pseudo-philosophe affirmait que les abstentionnistes étaient en réalité des « fainéants et des ingrats », « des gagne-petit » et « des malhonnêtes », qui « brandissent la nullité des politiques opportunément pour justifier leur flemme », des « irresponsables », des « enfants gâtés » et des « snobs » qui ont « une tellement haute opinion de [leur] propre opinion » qu'ils auraient « l'impression de la souiller en la mêlant à la tourbe des autres ». En clair, « leur comportement ne renseigne pas sur la nullité des élus, mais sur celle des électeurs.

Les catégories populaires, des fainéants. Enthoven fait partie de la France qui se lève tôt ? On n'était pas au courant. Des ingrats ? Les prolos doivent chanter en cœur : Merci Patron ! Des gagne-petit ? Ça, c'est vrai. Les travailleurs ont du mal à boucler le mois car ils sont insuffisamment payés. Des malhonnêtes ? Mais combien de politiciens ont été condamnés ou sont en passe de l'être pour détournements de fonds publics, pour falsifications de comptes de campagne, pour emplois fictifs, pour rétro-commissions... et on trouve ces malfrats dans tous les « grands partis ».

Des enfants gâtés ? Qu'il vienne donc dans nos écoles de REP pour constater si les enfants sont vraiment gâtés, si leurs parents sont aussi gâtés par la vie. Qu'il vienne vivre dans nos HLM...

Leur flemme ? Qu'il vienne passer une semaine dans une entreprise de nettoyage, d'équarrissage... à l'hôpital, comme aide-soignante... à faire les quarts, en horaires décalés.

Finalement, Enthoven n'est qu'un petit bourgeois snobinard qui affiche son mépris de classe, un peu comme Zemmour dans un autre registre.

Patoche (GLJD)

Après l'élection de Macron 2022, des pistes pour un Autre Futur

Après l'élection présidentielle d'avril 2022, les libertaires devront sérier leurs principaux axes de lutte afin de limiter la casse sociale mais aussi de faire avancer de réelles avancées écologiques et sociétales.

Ces axes, qu'il faudra mener de front et en même temps comme dirait l'autre, s'articulent autour de combats traditionnels comme l'antimilitarisme et l'anticléricalisme ainsi qu'autour de combats réactualisés comme l'écologie et le féminisme sans oublier la lutte des classes.

La lutte des classes est toujours d'actualité.

Concernant cette dernière, Emmanuel Macron a déjà prévenu qu'il s'attaquerait aux problèmes des retraites et du RSA, sans compter ce qu'il nous réserve et qui n'augure rien de bon. Fort de son élection démocratique qui ne sera remise en cause par aucun parti politique « républicain », il ne restera d'autres choix que la rue et les mobilisations de masse pour inverser la tendance et mettre un frein aux velléités libérales du deuxième quinquennat de Monsieur Macron. La défense des retraites pourrait être le lien collectif qu'il nous manque pour faire reculer le pouvoir et pour gagner d'autres victoires. Si nous perdons sur les retraites, problème qui fédère le plus grand nombre de personnes, il nous sera difficile de gagner sur d'autres thèmes. Par exemple la bataille du temps de travail pour émanciper les travailleurs du travail : moins de sueur à donner aux patrons. La revendication des 32 heures était déjà portée par les libertaires dans l'entre-deux-guerres (Bénard...). Elle n'a rien perdu de sa pertinence aujourd'hui.

Les crises sanitaires et climatiques ont certes délégitimées le néolibéralisme (idem pour les régimes autocratiques) pour leur gestion « courtermiste » de la pandémie sans aucune anticipation des problématiques, et là encore ce sont les plus démunis et précarisés qui en ont été les principales victimes ; pour autant le chef de l'Etat a pu enfiler le costume du protecteur de la nation. C'est cette ambivalence qui est difficile à attaquer, la peur servant d'épouvantail au plus grand nombre. On constate le même phénomène avec la guerre en Ukraine.

A un autre niveau, les changements dans le travail s'accroissent. L'automatisation s'est encore accrue ces dernières années et le numérique bouscule les relations au travail et à la société. Avec la pandémie, il y a eu une remise en cause du travail notamment au niveau du contenu de ce dernier. De plus en plus de salariés remettent

en cause les méthodes managériales des employeurs et certains sautent le pas pour changer carrément de travail même dans la Fonction publique. D'autres s'insurgent contre la précarisation croissante des emplois proposés ainsi que ce que l'on nomme « la gouvernance des chiffres ou des nombres ». Les fermetures de lits à l'hôpital, de classes en milieu rural, de services publics un peu partout sont de plus en plus remises en question. Il faudra s'appuyer sur ces données et mettre en cohérence les revendications pour ne pas jouer le corporatisme et les uns contre les autres.

Pour une écologie sociale et libertaire

Nous nous bornerons à reprendre le début de la « Lettre aux anarchistes », un texte de Jean-Louis Phan-Van :

« Pouvons-nous ne pas percevoir ni craindre l'avenir qui semble se dessiner, non plus à long mais à court terme, sans pour autant céder aux sirènes du catastrophisme ?

Pourtant, c'est le pire qui s'annonce à la fois imperceptiblement et parfois avec éclat.

Le réchauffement climatique est déjà à l'œuvre et ne peut plus être contesté. D'autres désastres écologiques silencieux, visibles ou pas, s'accumulent au fil des informations qu'on obtient.

Je ne rappellerai donc pas ici tous les méfaits du capitalisme dans sa destruction presque systématique de la nature et ce, au niveau mondial qui ne lui laisse aucune terre lui échapper !

Dans ce constat édifiant et lucide qui pourrait encore nier la question écologique puisque c'est l'avenir même de l'humanité qui est posé ?

Si par le passé, le mouvement anarchiste s'est difficilement relevé des barbaries du 20^e siècle exercées par le fascisme brun ou rouge, avec cette question, il s'agit d'un défi autrement plus capital quant aux conséquences qu'elle pourrait produire.

Pourtant, il semble que la plupart des militants anarchistes font comme si cette question n'était toujours pas importante, incontournable ni essentielle, en s'entêtant à n'y voir qu'une préoccupation de bobos quand ce n'est pas pour certains une dérive à forte potentialité fasciste !

Alors que la question écologique s'impose au niveau planétaire, chaque mouvement libertaire continue à s'activer dans un cadre national selon des types d'intervention datant le plus souvent du siècle passé. A savoir pour les uns, l'activité syndicale et pour les autres des interventions culturelles ou plus spécifiques ou encore pour une minorité l'insurrectionnalisme. Mais en gros, avec un message non pas identique mais très proche de celui du siècle passé ! Avec comme référence le prolétariat ou l'individu comme sujet révolutionnaire. Certes les archétypes que furent l'anarchosyndicalisme, le communisme libertaire ou l'individualisme ont perdu beaucoup de leur pertinence mais ils continuent aujourd'hui encore à inscrire et à modeler l'activité d'un grand nombre de militants.

En majorité, les anarchistes pensent toujours que seule la lutte de classe s'exerçant sur le terrain économique, c'est-à-dire les entreprises, presque exclusivement pour certains, est susceptible de changement et regardent donc l'écologie avec dédain.

Pourtant à partir des questions écologiques, on peut interroger le modèle de développement et de production et donc, de la place de l'économie, de sa finalité dans nos sociétés. Comme dans les années 70, on peut dire « on arrête tout, on réfléchit » mais pas de façon utopique, joyeuse et festive de cette époque comme une invitation à rêver mais par nécessité et urgence. »[...]

« Par ailleurs, l'engagement écologiste est vaste, d'une ampleur presque démesurée : il offre à toutes les bonnes volontés de quoi s'investir selon ses compétences, ses affinités et ses centres d'intérêts. A partir de toutes ces luttes, une contre-société pourrait se mettre en place et permettre « une propagande par le fait » au sens d'exemplarité, de démonstration, certes limitée et provisoire, mais apportant ici et maintenant des solutions. Aujourd'hui, de nombreuses personnes, jeunes ou plus âgées, sont à la recherche d'un engagement concret mais ne trouvent pas de quoi satisfaire leur soif de justice et de solidarité. Le mouvement anarchiste gagnerait beaucoup en étant dès à présent plus constructif et alternatif. En proposant et en développant ce type de pratique sociale, le mouvement s'émanciperait de l'image de violence qui lui colle à la peau et qui en partie lui vaut d'être marginalisé. Rien à voir avec une volonté de respectabilité ou de renonciation à ses idéaux, mais le choix de s'implanter socialement et durablement pour un mouvement qui garde encore ses prétentions de changer le monde ! »

Les libertaires ne doivent donc pas se cantonner à regarder passer les trains. Les gouvernements nous ont tous roulés dans la farine à maintes reprises. Après les chocs pétroliers de 1973 et 1974, plus d'un journal titrait : « Les Etats-Unis et le monde sont au début d'une nouvelle transition énergétique » (New-York Times, 30 avril

1977). Et l'on sait ce qu'il est advenu. Nous avons continué à utiliser les énergies fossiles en sous-investissant dans les énergies renouvelables. Nous avons perdu du temps et il semble que la guerre en Ukraine va permettre aux lobbies gaziers et pétroliers de faire perdurer leur système très lucratif mais que nous paierons le moment venu, c'est-à-dire bientôt, au niveau climatique avec les conséquences désastreuses que l'on subit déjà : sécheresses à répétition, inondations, incendies.... D'autres crédules nous ont vendus « le monde d'après » suite à la pandémie mondiale de Covid 19. Nous y avons gagné une perte de liberté. Quant aux émissions de CO2, l'année 2021 s'est rattrapée et a connu une croissance record. Pour résumer, les promesses n'engagent que ceux et celles qui y croient. Les libertaires ne peuvent compter que sur leurs propres forces pour rallier le plus grand nombre à des perspectives plus agréables : un monde où il fait bon vivre. Mais pour ce faire, on ne peut laisser la planète se dégrader à cause de nos activités non contrôlées.

Pour un combat antimilitariste renforcé

L'attaque de l'Ukraine par la Russie est une véritable aubaine pour toutes les usines d'armement. Tablant sur la peur des populations européennes craignant une invasion russe, les gouvernants vont non pas réarmer l'Europe mais amplifier le réarmement. En France, nous sommes déjà engagés dans une loi de programmation militaire sur la période 2019-2025. Le budget des armées sera porté à 50 milliards d'euros en 2025. C'était ce qui était prévu bien en amont de la guerre en Ukraine. Nul ne doute que ce budget sera revu à la hausse d'autant que l'Allemagne va porter sa défense à 2% de sa richesse nationale (soit 70 milliards d'euros).

Nous étions déjà dans une phase ascendante dans le commerce des armes en Europe : + 19% entre 2017 et 2021 par rapport à la période quinquennale précédente. Les ventes d'armes vont bénéficier tout d'abord aux Etats-Unis, les Européens auront certes leur part du gâteau (plusieurs milliards quand même) mais à la portion congrue.

Cette course aux armements met les économies sous tension car elle implique moins de services publics par exemple. En clair, la « défense » se trouve en concurrence directe avec les besoins sociaux des gens. Traîner l'économie par cette course nous amène droit dans le mur. A moins que les vieilles recettes du capitalisme ne resurgissent : il faut une bonne guerre pour repartir de plus belle après, avec encore des profits juteux pour la reconstruction...

Il n'y a rien de plus terrible que la guerre. Alors ne nous laissons pas entraîner dans le tourbillon des partisans d'une guerre qui au moment voulu mettront en branle tous les médias dont ils disposent pour nous expliquer

que la guerre est inévitable. Ils se chargeront de trouver tous les prétextes imaginables pour justifier leurs croisades guerrières. Qui croit sincèrement que tous les efforts de guerre entrepris aujourd'hui et à l'avenir pourraient dissuader ou engager le combat avec un éventuel agresseur russe ? Les pays qui s'engageront dans la voie d'une course aux armements tourneront le dos à la vraie vie, celle qui se vit dès aujourd'hui. Il existera toujours un pays plus avancé pour trouver le dernier gadget militaire qui détrônera les anciens avant d'être obsolète peu de temps après. Les drones, les missiles hypersoniques, les bombes nucléaires, la rivalité spatiale, la cyber-guerre... Les libertaires sont bien placés pour contrer tous les discours guerriers des politiciens et des marchands d'armes ; car c'est de paix, de sérénité dont nous avons besoin, pas de situations anxiogènes qui servent les intérêts des autoritaires de tous poils.

Pour un féminisme décomplexé

Les anarchistes doivent impulser les luttes pour sortir des discriminations : à travail égal salaire égal, répartition des tâches ménagères à la maison, en finir avec les comportements machistes... La condamnation des viols et des féminicides ne suffit plus ; il faut agir en amont au niveau éducatif et ce partout: écoles, syndicats, associations, familles... De même l'égalité de genre peut être un levier pour se diriger vers davantage d'égalité à tous les

niveaux.

Pour un anticléricalisme assumé

Nous venons d'assister à la bénédiction de l'invasion russe en Ukraine par le patriarche Kyrill, autorité religieuse orthodoxe qui a délivré un blanc-seing aux militaires de Poutine pour commettre leurs exactions. La religion est très souvent du côté du manche en plus d'être irrationnelle et dogmatique.

De même les musulmans tchéchènes de Ramzan Kadyrov font leur prière avant de combattre les Ukrainiens, tout comme les armées royales françaises chantaient le Te Deum avant la bataille.

Au côté guerrier des religions, s'ajoutent leur rôle néfaste quant à l'émancipation des femmes, des personnes LGBT...leur dogmatisme et leur irrationalité.

L'anticléricalisme et l'antimilitarisme vont de pair. Pacifisme et athéisme aussi.

Les libertaires ont du pain sur la planche pour les décennies à venir.

Patoche (GLJD)



Elections présidentielles: une véritable forfaiture



Le contexte électoraliste dans lequel nous sommes baignés quotidiennement par spots publicitaires, émissions de TV et radio, articles de journaux, interposés, donne l'illusion d'être acteur des élections, en mettant son bulletin dans l'urne. C'est « faire son devoir de citoyen » et cela peut donner le sentiment d'agir mais en réalité, il n'en est rien. C'est de l'ésbroufe. Le corps électoral n'est là que pour donner une légitimité à un système bien huilé et une caution dite « démocratique » à ceux et celles qui se présentent et dont le vainqueur de la joute électorale sera le maître. Les électeurs, une fois les élections passées, retournent à leur statut de spectateur et cela dure le temps décidé par le système (Quinquennat, septennat...) et les maîtres autoproclamés qui le font fonctionner à leur seul avantage. Monsieur Macron, l'actuel Président, a été élu par 18,19% des inscrits en avril 2017 au premier tour, celui des « convictions ». A peine le « quart » du corps électoral en suffrages exprimés et ce score serait sensé le légitimer à parler et agir au nom de l'ensemble ? Voilà ce que représente en réalité la démocratie électorale ou représentative tant vantée ! De plus en plus de gens s'abstiennent volontairement. Non qu'ils se fichent de la politique mais bien parce que le jeu électoral est biaisé. Les candidats susceptibles d'accéder au second tour sont ceux ou celles qui ont le

portefeuille le plus garni et la couverture médiatique la plus importante. La réalité de ce système, c'est en fait une désignation de candidats qui décideront de tout pour toutes et tous et qui déresponsabilise l'ensemble des individu-e-s. C'est de cela qu'elles et ils nous parlent à longueur de temps et d'antennes quand elles et ils nous vendent leur programme. Une véritable forfaiture car ce système et tous les systèmes qui renvoient les Femmes et les Hommes au rang de simple numéro – simple variable d'ajustement au sein d'un fonctionnement élitiste – ne sont en fait que la piètre traduction de l'aliénation et de l'exploitation. La Domination d'une minorité sur la majorité devient un horizon indépassable.

Ce qui est déplorable aussi, c'est que les leaders syndicaux, ceux qui parlent au nom d'organisations « ouvrières » ne font pas mieux que les politiciens en place, loin s'en faut. Les directions syndicales, au nom de la « responsabilité » et de la « morale » instillent de haut en bas des principes qui se veulent accommodants avec l'agencement sociétaire inégalitaire... De nos jours, plus question de lutte des classes mais de « partenaires sociaux » et de « collaborateurs »... Malheureusement depuis des décennies c'est à une perte de vigueur des luttes ouvrières que ces méthodes nous ont conduits. La passivité a pris le pas

sur la lutte. C'est la rançon de la délégation de pouvoir. Alors nous assistons à une précarisation croissante des emplois, un pouvoir d'achat qui s'amenuise, des retraites insuffisantes pour vivre décemment, des étudiants et les jeunes en général qui sont malmenés suite à la Covid 19... De surcroît, certains syndicalistes appellent à voter pour des candidats « de gauche ». A la CGT par exemple, des dirigeants, sans consulter leur base, appellent à voter Roussel, certainement en toute indépendance syndicale. Fidèle à ses convictions communistes, Bernard Thibaut, ancien secrétaire confédéral, appelle de même à voter pour le communiste Fabien Roussel. En souvenir des jours heureux, certainement. Pour terminer, nous considérons que l'électoratisme et la notion de démocratie telle que les ténors politiques nous les vendent ne sont que les piètres et illusoire reflète de la réalité. Celui ou celle qui vote est intégré dans un système général et celui ou celle qui fait le choix de ne pas voter subit ce même système. Mais à coup sûr en dehors de la petite coterie des décideurs-nantis et gens de pouvoir- tous et toutes restent aliénés par ce système général. Nous verrons Macron et ses petits marquis de la politique appeler à faire barrage à l'extrême-droite au deuxième tour... afin de faire passer ses réformes contraires aux intérêts des travailleurs et des chômeurs : retraite à 65 ans, RSA sous condition... Sacrées perspectives démocratiques. Cela s'apparente de plus en plus à du masochisme électoral. Qu'un patron vote Macron, c'est logique. Qu'un travailleur fasse de même, c'est couillon, voire irresponsable.

Pour les libertaires, la démocratie est tout sauf ce simulacre institutionnel. La démocratie est « directe » dès lors qu'elle intéresse chaque individu et le renvoie à sa seule responsabilité en toute autonomie et en toute connaissance de cause. La démocratie directe ne s'abîme pas dans une gymnastique de chiffres et de « majorité » frelatée mais se veut le résultat d'une volonté à la fois individuelle et collective, décidée de manière souveraine. Elle s'appuie sur des décisions prises à la suite de débats, d'échanges entre toutes et tous... L'abstention n'est nullement synonyme de je m'en foutisme; c'est le résultat d'une réflexion plus lointaine portée par l'expérience et plus récemment par le mouvement des gilets jaunes. Alors que faire ?

La grève générale illimitée et expropriatrice est seule porteuse de démocratie directe, d'autonomie et de responsabilité de la classe des producteurs. C'est nous qui produisons, c'est nous qui décidons. Mais de cette grève générale là, Mélenchon, Roussel, Jadot et Hidalgo n'en veulent pas plus que tous les autres ! S'il est vrai que l'abstention est en hausse, c'est probablement le début d'une prise de conscience, petite peut-être, mais bien réelle ! La prise de conscience de l'inanité des systèmes et fonctionnements dits « démocratiques », lesquels ne sont en réalité que le théâtre des turpitudes politiciennes où les acteurs et actrices jouent leur propre partition pour

leurs boutiques et leurs intérêts.

Dans la phase actuelle de déclin du capitalisme, ses limites et la barbarie qu'il annonce apparaissent clairement. La propagande du système est de plus en plus despotique et irrationnelle, optant pour des solutions savamment dosées et combinées les unes avec les autres dans le but de permettre aux marchands d'armes, au lobby du nucléaire, aux industriels de l'agro-alimentaire... de faire encore davantage de profits. Macron nous refait le coup du chantage à l'extrême droite qui finalement lui sert bien. Les formalités démocratiques ont été abandonnées durant la pandémie. Avec la guerre en Ukraine, une sorte de militarisme radical et obsessionnel apparaît, et se renforcera soit contre un ennemi externe (la Russie aujourd'hui, en raison de rivalités et dépendances commerciales et demain la Chine ?) soit interne (en raison de besoins anti-subversifs).

Les gouvernements ont toujours gouverné contre leurs propres peuples au profit de l'élite financière, industrielle et commerciale ; seulement maintenant, cela se fera de manière encore plus brutale, avec pratiquement à peine un voile démocratique, ni aucune justification ultime du bien-être général. Ils imposeront une économie de guerre, une gestion « efficace » des misères et des sacrifices pour lesquels il faudra chercher quelque ennemi ou bouc émissaire : les migrants, les subversifs de l'ordre établi, les anarchistes, les vieux et malades improductifs, les dictatures, tel ou tel État ennemi, la Russie, la Chine, les Pays arabes, Daech, les marginaux, les chômeurs et « autres fainéants », les LGBT, etc., etc. Une infantilisation sociale, culturelle et politique très forte sera favorisée, car la peur et l'ignorance sont des facteurs déterminants de la servitude volontaire à l'État.

Avec les libertaires, l'entraide, la solidarité, l'éthique et la simple survie collective deviendront les formidables armes de combat de l'Humanité contre un système économique obsolète, corrompu et par nature criminel, prédateur et apocalyptique.

Ce qui est en jeu, c'est la survie même de l'espèce humaine au regard de la crise climatique et de la folie meurtrière de ceux qui pourraient appuyer sur le bouton qui pourrait déclencher une guerre nucléaire. Alors socialisme libertaire ou barbarie. En attendant, abstention en France à la présidentielle d'avril 2022. Soyons réalistes, demandons l'impossible.

Ti Wi (Gljd)





Election présidentielle d'Avril 2022: Abstention



Le politicien est le cousin germain du réformiste. « Votons une nouvelle loi, dit le réformiste, et obligeons les hommes à être bons ». Laisse-moi voter cette loi, dit le politicien, et les choses iront mieux. »

Le politicien se reconnaît à son langage. Dans la plupart des cas, il n'est qu'un homme corrompu qui veut grimper sur tes épaules pour accéder au pouvoir. Une fois qu'il y est parvenu, il oublie tout ce qu'il t'avait solennellement promis, pour ne penser qu'à ses propres ambitions et à ses intérêts personnels.

Si le politicien se trouve être un honnête homme, cela ne veut pas dire pour autant qu'il te trompera moins que le politicien corrompu. Il te trompera peut-être même plus, parce que tu lui auras fait confiance et que tu n'en seras que plus déçu qu'il échoue à améliorer quoi que ce soit pour toi.

Le réformiste et le politicien sont tous deux sur la mauvaise voie. Essayer de changer les hommes par la loi revient à essayer de changer d'apparence en s'achetant un nouveau miroir. Car ce sont les hommes qui font les lois et pas l'inverse. Les lois se contentent de refléter la nature des hommes, tout comme le miroir reflète les traits de ton visage.[...]

Les lois sont là pour maintenir en place le système existant, pour préserver « l'ordre public ». On fabrique en permanence de nouvelles lois, dans le seul but de défendre et

de soutenir l'actuel ordre des choses. « Afin de remettre les hommes dans le droit chemin », comme le dit le réformiste, « afin d'améliorer le système » comme l'assure le politicien.

Mais les nouvelles lois laissent les hommes inchangés, et le système, dans son ensemble, ne change pas non plus. Des millions de lois ont été votées depuis la naissance du capitalisme et de l'esclavage salarié et ces derniers existent toujours. Les lois ne servent en vérité qu'à renforcer le capitalisme et à perpétuer l'asservissement des travailleurs. C'est la tâche du politicien, « l'expert ès sciences politiques » que de te faire croire que la loi te protège toi et tes intérêts, alors qu'elle sert seulement à maintenir le système qui te vole, te trope et t'asservir corps et âme. Toutes les institutions sociales n'ont que ce seul objet pour visée : instiller en toi le respect de la loi et du gouvernement, te faire craindre son autorité et sa sacralité et soutenir ainsi la structure sociale qui repose sur ton ignorance et ton obéissance. Tout le secret réside dans le fait que tes maîtres veulent conserver ce qu'ils ont volé. La loi et le gouvernement sont les moyens qu'ils utilisent pour cela.

Je veux te parler de l'anarchisme.

« Je veux t'en parler, parce que je crois que l'anarchisme est la chose la plus noble et la plus puissante à laquelle l'homme ait jamais pensé, la seule chose qui puisse te procurer la liberté et le bien-être et apporter au monde paix et félicité. » A. B.



L'Homme est-il vraiment civilisé?



Non, la fraternité n'occulte pas les horreurs de la guerre.

On découvre les horreurs commises sur le sol ukrainien depuis l'invasion russe en Ukraine. C'est terrible et horrible mais ces horreurs sont consubstantielles à la guerre. C'est pourquoi nous sommes pacifistes et antimilitaristes.

« La guerre ! Réalises-tu ce que cela signifie ? Connais-tu mot plus terrible dans notre langue ? A l'entendre, ne te vient-il pas immédiatement à l'esprit des images de massacres et de boucheries, de meurtres, de pillages et de destruction ? N'entends-tu pas le bruit sourd des canons, les hurlements des blessés, de ceux qui agonisent ? Ne vois-tu pas les champs de bataille jonchés de cadavres ? Des corps réduits en morceaux, dont la cervelle et le sang maculent le sol, des charognes à la place de ceux qui furent autrefois des hommes pleins de vie. Et ici, dans nos foyers, des milliers de pères et de mères, d'épouses et d'amoureuses, vivant à chaque instant dans l'épouvante et la crainte que

le malheur ne s'abatte sur leurs bien-aimés, décomptant les heures en espérant voir revenir ceux qui ne reviendront jamais.

Tu sais ce que signifie la guerre. Même si tu n'as jamais été toi-même envoyé au front, tu sais qu'il n'y a pas de plus grande malédiction que la guerre, que ces millions de morts et de mutilés, ses innombrables sacrifices humains, ses vies brisées, ses foyers détruits, ainsi que la douleur et la misère indicibles qu'elle provoque. » Alexandre Berkman. On pourrait ajouter que la guerre, c'est aussi la torture, ce sont les viols, les humiliations, le racisme...

Depuis plus d'un siècle nous n'en finissons pas de compter les guerres, les massacres et les génocides. Que faut-il faire pour que cela s'arrête ?

La grande boucherie de 1914-1918. Le génocide des Arméniens par les Turcs (1915-1916). Les purges de Staline et l'Ukraine affamée par ce même dictateur. La guerre

d'Espagne ou plutôt la Révolution espagnole avec ses plus de 400 000 morts accompagnés d'atrocités commises par les franquistes. Cette guerre, prélude à la Seconde Guerre mondiale. La Shoah (1941-1945) qui fut l'entreprise d'extermination systématique, menée par l'Allemagne nazie contre le peuple juif pendant la Seconde Guerre mondiale et qui a conduit à la disparition d'entre cinq et six millions de Juifs, soit les deux tiers des Juifs d'Europe et environ 40 % des Juifs du monde. L'entreprise de destruction nazie concernait aussi les Tziganes, les malades mentaux, l'intelligentsia polonaise, les cadres soviétiques.

Et les Khmers rouges, au Cambodge, de 1975 à 1979, qui ont procédé à l'assassinat de plusieurs centaines de milliers de Cambodgiens. De même, les massacres indonésiens au Timor-Oriental où entre 60 000 et 100 000 soldats et civils est-timorais trouvent la mort en 1975.

Et le massacre de Sabra et Chatila qui a été perpétré du 16 au 18 septembre 1982 envers des Palestiniens. De même, l'ONU estime qu'environ 800 000 Rwandais, en majorité tutsi, ont perdu la vie d'avril à juillet 1994. Nous avons assisté au massacre de Srebrenica (Bosnie) perpétré en juillet 1995 par les forces serbes qui se sont faites pour l'occasion des spécialistes du nettoyage ethnique.

Et cette guerre en Syrie (où des armes chimiques ont été utilisées) qui n'en finit pas.

Ces guerres récurrentes au Yémen, ces massacres au Soudan... les conflits en Afrique... à Gaza, au Liban. Pas une année ne passe sans qu'une guerre n'apparaisse avec son lot de barbarie. Et nous n'avons recensé qu'une partie des guerres.

Nous aurions pu lister d'autres horreurs en d'autres temps. Le massacre des Amérindiens, plus tard des Aborigènes d'Australie, du bilan sanglant du colonialisme belge au Congo, des Malgaches tués en masse par l'armée française en 1947, sans parler des dizaines de millions de victimes des famines provoquées par les politiques coloniales... la guerre d'Algérie...

A se demander si l'homme est vraiment civilisé comme il le prétend.

Depuis les procès de Nuremberg en 1945, l'opinion publique réclame la punition des coupables. Nous verrons si les Bachar, les Poutine et autres criminels de guerre seront jugés ou s'ils mourront paisiblement dans leur lit... Ce qui intéresse les libertaires, c'est plutôt comment mettre un terme aux guerres. La responsabilité des fabricants et marchands d'armes, des politiciens qui votent les budgets de guerre, des autocrates, des impérialistes, de tous les vains guerres... est engagée.

Mais un pacifiste comme Louis Lecoin n'était pas très optimiste à court terme: « Je crains que les anarchistes ne soient nés trop tôt parmi d'autres êtres trop arriérés, et qu'apparemment ils ne défrichent sans récolter à proportion de leurs peines. Ce n'est point leur faute, c'est celle d'un monde corrompue au possible, sur la carapace duquel glissent les meilleurs arguments et s'épuisent des actions qu'il faudra renouveler sans fin. [...] Mais les anarchistes sont dans la logique de la vie et celle-ci leur donnera forcément raison un jour, eux qui veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque ».

En attendant, nous allons subir les vautours, spéculateurs et profiteurs des guerres qui vont participer à la flambée sans précédent des prix de l'énergie, de l'essence et des produits alimentaires. Concernant ces derniers, les profiteurs/spéculateurs de toujours n'auront aucun scrupule à affamer les peuples dans toutes les parties du globe. Ils abuseront cyniquement comme à l'accoutumée de la situation. Les conflits armés entraînent toujours et partout la désolation et les violences.

Les libertaires se doivent d'être intraitables avec les responsables des guerres et les affameurs des peuples.

Patoche (GLJD)

Le grand secret de Poutine, c'est la torture

Documentaire de 26 minutes de la série « Audiovisuel, Directa », produit par Rojo & Negro, de la CGT, et écrit et réalisé par le journaliste d'investigation Ferran Barber.

« Le grand secret de Poutine, c'est la torture », déclare le militant réfugié à Biarritz Vladimir Osechkin. Ce Russe a été comparé à Julian Assange parce qu'il a eu le courage de créer une organisation dédiée à dénoncer, par le biais de fuites vidéo, la violence et la brutalité qui règnent dans le système pénitentiaire russe et de Donetsk, ainsi que la corruption endémique au sein des services de sécurité de ce pays. Alors que nous terminions ce documentaire, un

proche du président de la République tchétchène a mis sa tête à prix, offrant 100 000 euros à celui qui mettra fin à ses jours.

Avant de s'exiler en France, Vlad a fait du porte-à-porte avec l'opposant Alekseï Navalni et est venu intervenir et dénoncer la torture dans les prisons devant la Douma elle-même, le parlement russe. Osechkin est l'un des noms de référence en Russie dans le domaine des droits de l'homme, l'un des rares à avoir osé dénoncer jusqu'aux dernières conséquences la pourriture de la dictature de Poutine.

Cette enquête fournit des preuves irréfutables que le viol, la torture et le meurtre font partie intégrante du système pénitentiaire, non seulement en Russie, mais aussi dans les territoires occupés de Donetsk. Aux témoignages dudit Osechkin s'ajoutent ceux de plusieurs jeunes anarchistes russes qui ont dû fuir leur pays et se réfugier à Kiev pour ne pas devenir la proie du FSB, héritier direct du KGB.

Au milieu de l'invasion russe, le documentaire tente de montrer l'essence autoritaire du gouvernement des agresseurs russes et la persécution à laquelle Poutine soumet toute forme de dissidence.

Il demeure alors que face à la barbarie, la seule manière de rester humain c'est d'y résister, au jour le jour. Face à tous les effondrements et à la déshumanisation généralisée, il n'y a pas d'autre choix possible que dans l'opposition politique radicale à ce qui mène le monde à sa perte.

L'anarchisme doit être en constante critique, tout en gardant ses invariants idéologiques (antimilitarisme, athéisme, éducation libertaire et intégrale, gestion directe, antiparlementarisme...), et doit développer de nouvelles stratégies pour affronter le capital, avec des outils utiles pour la classe ouvrière.

Nous, les travailleurs, devons « composer » avec tous les escrocs et ces empoisonneurs de notre vie quotidienne. Les politiciens, les journalistes aux ordres, les actionnaires, les multinationales, les marchands d'armes, les différents lobbies agricoles...

Soyons clair, la domination du capitalisme est essentiellement insidieuse et détermine la vie sociale des exploités ; et le lieu qui est à la fois central et profond de cette exploitation est notre lieu de travail. Les entreprises, à travers le système du salariat sont le fondement de ce totalitarisme, nommé aussi démocratie. Cela est aussi valable dans les pays soumis au capitalisme d'Etat (pays dits communistes ou autocratiques). L'Etat qui se veut le garant de la cohésion sociale, qui dans nos contrées parlent sans arrêt de démocratie, cet Etat est avant tout le garant du capitalisme ; l'Etat, c'est l'allié objectif du patronat !

Pour rompre avec ces rapports sociaux dictés par le système, il est nécessaire de créer une rupture qui soit réalisée par les travailleurs eux-mêmes, en mettant de côté partis et syndicats, qui ne sont plus que des rouages de ce même système, dont ils ont été domestiqués à coup de votes et de subventions, et qui déminent systématiquement les tensions sociales dans la société.

Ti wi (GLJD)

L'émancipation par les savoirs; James Guillaume

En 1876, il consacre un chapitre à l'éducation dans les *Idees sur l'organisation sociale*, un ouvrage conçu comme une synthèse des débats au sein de l'Association internationale des travailleurs (AIT). Dans ce livre, James Guillaume décrit l'organisation possible de cette société future après un mouvement révolutionnaire. Dans une telle société, c'est à la commune que reviennent l'éducation et l'entretien des enfants dont elle doit assurer leur libre développement et leur libre arbitre.

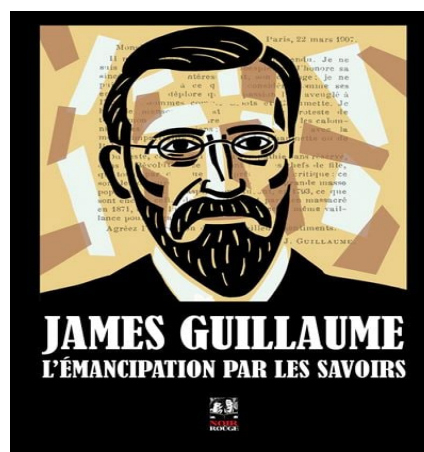
L'éducation doit être intégrale, « c'est-à-dire qu'elle doit développer à la fois toutes les facultés du corps et toutes les facultés de l'esprit de manière à faire de l'enfant un homme complet. James Guillaume n'invente rien. Le concept d'éducation intégrale était déjà en discussion lors des différents congrès de l'A.I.T.

A la fin du chapitre sur l'éducation, il cite d'ailleurs explicitement Paul Robin, qui a contribué à diffuser le concept en Europe. Cependant, bien que l'éducation ait de l'importance, notamment pour pallier les manques de l'instruction des ouvriers, les efforts doivent principalement être concentrés sur l'émancipation économique qui doit remettre « le capital entre les mains du travailleur qui l'a produit. L'organisation de la société, c'est-à-dire également l'entretien et l'éducation de la jeunesse, vient après

l'organisation des paysans et des ouvriers.

Dans la lignée de Proudhon et de Bakounine, James Guillaume affirme la primauté de l'émancipation économique. Proudhon indiquait qu'après l'égalité politique, il fallait exiger l'égalité économique. Et Bakounine de démontrer à son tour que : « Tant qu'il n'y aura point d'égalité économique et sociale l'égalité politique sera un mensonge. »

C'est cette égalité économique et sociale que les anarchistes recherchent et qu'aucun politicien ne demande et pour cause. C'est aussi pour cela que les anarchistes s'abstiennent aux élections car l'enjeu principal n'est jamais abordé.





L'A.B.C. anarchiste De Pierre-Joseph Proudhon à David Graeber



La synthèse anarchiste

Suite du Libertaire de Février 2022

En filigrane dans ce texte écrit par Voline, à propos de la synthèse, nous constatons qu'un foisonnement de solutions est dicté par les situations. De la commune libre instaurée par les makhnovistes chaque fois que le temps et l'espace le permettaient à la gestion ouvrière des entreprises par les anarcho-syndicalistes en passant par la coopération pour ne citer que les formes les plus répandues de secteurs d'intervention. Partant de ce constat et à l'inverse de ceux qui prônent une organisation rigoureuse et centralisée qu'elle soit syndicale ou anarchiste, Voline va faire la proposition de la coordination laissant aux militants le soin de trouver la réponse qui leur paraît la plus adéquate à leur situation particulière. Le bon sens guidant leurs réalisations, la conscience d'être un tout amenant l'émergence d'un puissant mouvement émancipateur réellement libertaire. A aucun moment, il ne cite la dialectique sérielle de Proudhon ; c'est pourtant elle qui sert de base au projet « volinien ».

« Lorsque les « anarcho-syndicalistes » disent que le syndicalisme (ou l'anarcho-syndicalisme) est la seule et unique voie de salut et rejettent avec indignation tout ce qui ne s'adapte pas à la mesure établie par eux, je suis d'avis qu'ils exagèrent l'importance de la parcelle de vérité dont ils sont en possession, qu'ils ne veulent point tenir compte ni des défauts inhérents à cette parcelle ni des autres éléments formant de concert avec elle la juste vérité, ni de la nécessité de la synthèse, ni du facteur du mouvement vital créatif. Je suis, donc, d'avis qu'ils s'éloignent de la vérité. Et je crains fort qu'ils ne se trouvent, le cas échéant, hors d'état de résister à la tentation d'imposer et d'inculquer de force leurs devis scolastiques que la vraie vie refusera d'admettre comme étant opposés à sa vérité vitale.

Lorsque les « anarchistes-communistes » entament la question selon le même procédé et, n'admettant que leur propre vérité, rejettent d'emblée le syndicalisme (ou l'anarcho-syndicalisme), ils méritent qu'on leur fasse le même reproche.

Lorsque l'« anarchiste-individualiste », faisant fi du syndicalisme et du communisme, n'admet que son « moi » en qualité de de réalité et de vérité et qu'il prétend y réduire, à ce petit « moi », l'ensemble de la grande synthèse vitale, il commet toujours la même erreur. »

[...] La conception anarchiste doit être synthétique : elle

doit chercher à devenir la grande synthèse vivante des différents éléments de vie, établis par l'analyse scientifique et fécondés par la synthèse de nos idées ; de nos aspirations et des parcelles de vérité que nous avons réussi à découvrir ; elle devra le faire si elle désire être ce précurseur de la vérité, ce véritable facteur non faussé, non banqueroutier de la libération et du progrès humains, que les douzaines d'« ismes » renfrognés, étroits et pétrifiés ne peuvent manifestement pas devenir.[...]

Je trouve que l'œuvre d'émancipation de l'humanité exige à titre égal : l'idée du communisme libre comme base matérielle d'une vie saine en commun ; le mouvement syndicaliste comme l'un des leviers indispensables à l'action des masses organisées ; la « makhnovstchina », comme expression du soulèvement révolutionnaire des masses, comme insurrection et élan ; la large circulation des idées individualistes qui découvrent pour nous des horizons rayonnants, qui nous enseignent à apprécier et à cultiver la personnalité humaine ; et la propagande du dégoût de la violence qui doit mettre la Révolution en garde contre les excès et les déviations possibles. »

Sébastien Faure sera aussi une autre figure de la synthèse anarchiste.

Voline a écrit un long article sur l'antisémitisme. Nous publions une partie de sa conclusion : « L'antisémitisme n'est aujourd'hui, qu'une des faces les plus hideuses du nationalisme le plus bas ; une des manœuvres, un des instruments de la réaction la plus farouche. Il est une des plaies saignantes de notre société en pleine putréfaction. Il est une des manifestations de la contre-révolution en marche qui, profitant de l'ignorance, de l'inconscience des uns, de l'impuissance momentanée des autres, joue sur les plus mauvais instincts pour arriver à ses buts.

La plus grande « honte » de l'humanité contemporaine est toute cette société abominable, en son entier : société où les guerres, les haines nationales, la comédie politique, la tromperie systématique, l'exploitation effroyable, les massacres de toute espèce sont de règle, sont des faits-divers de tous les jours, constituent l'essence même de l'existence.

L'antisémitisme est un élément inhérent à cette société ; il n'est donc ni plus ni moins honteux qu'elle-même. Il en est inséparable ; il ne pourra donc disparaître qu'avec elle. Lutter contre l'antisémitisme, c'est lutter contre toute cette société affreuse, en son ensemble.

C'est la destruction complète de la société actuelle et sa ré-organisation sur de tout autres bases sociales qui amène-

ront à la disparition définitive de la peste nationaliste et, avec elle, de l'antisémitisme. Il disparaîtra quand les vastes masses humaines, à bout de leurs souffrances et malheurs et au prix des expériences atroces, comprendront, enfin, que l'humanité devra sous peine de mort, organiser sa vie sur les bases naturelles et saines d'une coopération matérielle et morale fraternelle et juste, c'est-à-dire véritablement humaine.

Alors, viendra le jour où les hommes, vivant dans cette société nouvelle, parleront de tous les beaux exploits nationalistes de notre époque, — antisémites ou autres — comme d'une des pages les plus sombres de l'histoire humaine. Ils parleront de même que nous, hommes du XXème siècle, nous parlons des exploits, pas moins beaux, des empereurs farouches des temps de la décadence de Rome. » — Précisons que cet extrait de l'Encyclopédie Anarchiste a été publié en 1934.

La Révolution espagnole 1936-1938

La signification de l'anarchisme

C'est, fondamentalement et simplement, la liberté au sein de la libre association. L'anarchisme est basé sur la liberté qui signifie libre association et égalité au sein des associations auxquelles vous adhérez, sinon la liberté se réduit à la sélection des maîtres. Ceci, à son tour, signifie l'auto-gestion ou la gestion directe, car ceux qui sont touchés par les décisions doivent les prendre et les créer en appliquant la solidarité et l'action directe dans la lutte quotidienne contre l'oppression et l'exploitation quotidienne.

Une telle société nécessite une économie dans laquelle la propriété est indivise mais son utilisation est divisée. En d'autres termes, celle basée sur la socialisation (ou libre accès) des moyens de vie basée sur les droits d'usage (ou la possession) remplaçant la propriété privée et les hiérarchies qu'elle crée. Une telle société ne peut être qu'une société assise sur le fédéralisme, ancrée dans la décentralisation (pour que les gens contrôlent leur propre vie) et décentralisée autour de groupes et de fédérations fondés sur une démocratie fonctionnelle dans les lieux de travail comme dans les communautés.

Nous pensons que c'est une bonne approche de ce que représente le socialisme ou le communisme libertaire, selon la terminologie employée.

Vers la révolution

On peut qualifier le congrès ouvrier national organisé les 30 et 31 octobre ainsi que le 1er novembre 1910 au palais des Beaux-arts (Palacio de Bellas Artes de Barcelone) de fait glorieux dans les annales du prolétariat espagnol. Ce congrès entérine la naissance d'une nouvelle confédération ouvrière, la Confédération Nationale du Travail, fon-

dée sur le principe de l'action directe, et très proche dans son inspiration de la C.G.T. française de l'époque, encore dominée alors par le courant syndicaliste révolutionnaire.

La C.N.T. rassemble l'héritage de l'Association Internationale des Travailleurs et propose de réorganiser la société sur les bases du communisme libertaire, c'est-à-dire la libre fédération des individus ayant réalisé la collectivisation de la production et s'appuyant sur cet idéal proclamé par Ricardo Mella : « La liberté comme base, l'égalité comme moyen, la fraternité comme but. »

Malgré une répression constante organisée par le patronat et l'Etat, l'influence de la CNT va croissant.

En 1934, la CNT compte 1 577 000 adhérents devant l'U.G.T.(Union Générale des Travailleurs, syndicat de tendance socialiste). A noter qu'à cette époque le Parti socialiste (PSOE) totalise 200 000 adhérents tandis que le Parti Communiste Espagnol n'en comptabilise que 13 000. L'U.G.T. (fondée en 1888) et la C.N.T. sont les deux organisations de masse traditionnelle de la classe ouvrière espagnole.

Le Front populaire espagnol bat électoralement le Front national contre-révolutionnaire le 16 février 1936. José Antonio Primo de Rivera, chef de la Phalange, les généraux Mola, Franco et Godeu se préparent à balayer une République coupable à leurs yeux de ne pas contenir le mouvement révolutionnaire.

En mai 1936, la C.N.T. tient un congrès à Saragosse. Sont présents 649 délégués représentants 982 syndicats. On y élabore les conceptions de la C.N.T. sur le communisme libertaire.

Le 18 juillet 1936, le soulèvement des militaires et des fascistes triomphe au Maroc, à Burgos, à Séville, à Saragosse...Ainsi lorsque le coup d'Etat fasciste de juillet survient, cela fait 70 ans que les anarcho-syndicalistes agissent et diffusent leurs idées libertaires au sein du peuple espagnol.

Pour la C.N.T., le choix est clair : fascisme ou révolution.

Au lendemain du « pronunciamiento » fasciste, des centaines de milliers de travailleurs descendent dans la rue, montent à l'assaut des casernes puis dans la foulée organisent la production industrielle et agricole socialisée dans les régions qui ne sont pas tombées aux mains des franquistes notamment le Levant, la Catalogne et l'Aragon.

L'Espagne de 1936 est le seul exemple historique du prolétariat réussissant, sous l'impulsion de la C.N.T., à s'opposer les armes à la main au fascisme et parvenant à organiser la production économique sur des bases socialisées.

Les collectivisations ont pu être jugées comme des expériences limitées si on considère le but : la création d'une société socialiste et libertaire. Reste que les travailleurs ont réalisé l'autogestion au sens propre : la gestion directe des entreprises et des services par les ouvriers eux-mêmes, avec une ampleur quantitative et un espace de temps significatif. La devise de la Première Internationale « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » trouve ici toute sa valeur pratique. Le mouvement de collectivisation et de socialisation en Catalogne et dans le Levant par exemple n'ont présenté aucun caractère de socialisme d'Etat bureaucratique contrairement à ce qui s'est passé en Russie après la Révolution d'octobre 1917. Il s'agissait d'un socialisme ouvrier syndicaliste qui se développait à partir de la base. Le peuple lui-même, les paysans à la campagne, les ouvriers dans les villes ont pris en charge l'exploitation du sol et des moyens de production : « Au milieu de grandes difficultés, à tâtons et à travers les erreurs, ils vont toujours de l'avant, s'efforçant d'édifier un système économique équitable dans lequel les travailleurs eux-mêmes soient les bénéficiaires des fruits de leur travail. »

Pour les personnes intéressées par l'œuvre constructive de la Révolution espagnole (1936-1939), de nombreux ouvrages sont disponibles et de multiples exemples de collectivisations y sont rapportés.

Soixante pour cent des terres ont été cultivées sans patrons et dans la plus grande partie des entreprises, des usines, des ateliers, des services publics, les ouvriers et leurs syndicats ont assuré la production en l'absence des patrons, des capitalistes et de l'autorité de l'Etat : « Plus encore : collectivités agraires et entreprises industrielles ont, du jour au lendemain, soit implanté l'égalité économique, en appliquant le principe essentiel du communisme (« à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses forces ») soit réduit au minimum les différences de rétributions. Elles ont coordonné leurs efforts par voie de libre association dans des régions entières, créé des richesses nouvelles, augmenté- surtout dans l'agriculture- les rendements, multiplié les écoles, amélioré les services sanitaires. Elles ont fondé la véritable démocratie, fonctionnelle et directe, la démocratie libertaire par laquelle chacun prend sa part à l'organisation de la cité et de la vie sociale. Elles ont remplacé la lutte entre les hommes par la pratique généralisée de l'entraide, la rivalité par le principe de solidarité. »

Tant dans les 1700 collectivités agraires d'Aragon, du Levant et de Castille que dans les usines, transports et services sanitaires collectivisés de Catalogne, se développa, non seulement une expérience révolutionnaire touchant 7 à 8 millions d'hommes et de femmes, mais surtout une nouvelle civilisation.

Tout ce qui touche à l'économie de la ville est réglé par la Municipalité, centre de l'économie locale. Rubi, petite ville

de 8000 habitants : « On va créer une Mutuelle accidents locale pour les travailleurs. Ce qui autrefois, allait aux Compagnies d'Assurances restera désormais dans la commune. On va disposer également un local destiné à des consultations médicales, à une clinique et à un hôpital. En ce qui concerne la Mutualité, les ouvriers de la Construction se sont offerts à travailler gratuitement. Quant aux matériaux, le peuple a décidé d'abandonner un jour de salaire par semaine pour couvrir la dépense.[...] Sur l'initiative de la Municipalité, on construit des écoles. Il s'agit d'un magnifique édifice, convenablement approprié, où les enfants vont recevoir une excellente éducation.

La Municipalité a également le désir d'édifier une Maison de Santé et une Maternité... »

Le municipalisme libertaire se met en place, la volonté de produire localement aussi : « Les pharmacies ont été collectivisées. Il est probable que lorsque sera mise en collectivité la Mutuelle d'Assurances, les services médicaux seront aussi municipalisés, un laboratoire sera créé où l'on fabriquera, à des prix raisonnables, les médicaments que l'on fait faire dehors à des prix très élevés. Il faut faire constater que la collectivisation des pharmacies fut décidée par la C.N.T. »

Les anarcho-syndicalistes, militants « éducationnistes », s'opposent nous l'avons vu à la domination de l'homme par l'homme et selon les principes libertaire usent de leur esprit de dévouement afin que la plupart des travailleurs se prennent en charge : « Pour émanciper les peuples, il faut d'abord leur apprendre, les pousser à penser, et à vouloir. La minorité libertaire, nombreuse et ardente, s'efforçait donc d'apprendre aux masses à se passer de chefs et de maîtres, et pour cela les informait continuellement, les éduquait, les habituaient à comprendre les problèmes les concernant directement ou indirectement, à chercher et à trouver les solutions adéquates. »

Si la C.N.T. est souvent à l'origine de diverses formes de socialisation, ce n'est pas en tant qu'appareil dominant, mais bien plutôt par l'intermédiaire de ses militants de terrain, organisateurs de quartiers, de communes ou d'ateliers et d'entreprises, qui trouvent des solutions au fur et à mesure que se posent des problèmes : « A Binéfar, on ne s'occupait pas seulement du travail des champs : il y avait aussi une fonderie de pièces métalliques, une minoterie, des ateliers de réparation, des menuiseries et quelques petites industries. Toutes ces spécialités furent collectivisées de la même manière et, même si elles conservaient leur autonomie professionnelle et désignaient leurs délégués au Comité, elles faisaient partie de la collectivité paysanne. Entre artisans et paysans, on pratiquait aussi l'entraide. En hiver, quand les travaux des champs requièrent moins de présence, quelques paysans coopéraient avec des maçons et d'autres artisans à des tâches utiles, tandis qu'à l'époque de la récolte, des maçons, des menuisiers, des tailleurs et

des hommes d'autres métiers aidaient les camarades des champs afin d'éviter qu'une tempête ou un autre danger n'endommage la récolte. Comme on avait conscience que tout appartenait à tous, l'entraide se pratiquait avec le plus grand naturel. »

Bien entendu pour une plus grande efficacité et solidarité, les anarchistes fédérèrent les collectivités au plan régional de bas en haut à partir du local: « Les collectivistes avaient compris dès le premier instant qu'il était indispensable de dépasser le niveau local en dotant les collectivités de l'organe de coordination capable d'orienter les activités de toute la région pour conduire à une plus grande solidarité et à une plus grande justice. »

Pour toute personne intéressée par le rôle de la CNT dans la révolution espagnole, il nous paraît incontournable de lire les trois tomes de « La CNT dans la révolution espagnole » de José Peirats publiés aux Editions Noir et Rouge (2017-2019). José Peirats, ouvrier briquetier, militant anarcho-syndicaliste puis collaborateur de la presse confédérale, est chargé, à la demande de la CNT en exil, de rédiger l'histoire de l'organisation, de sa naissance jusqu'à la fin de la guerre civile (1939). Son œuvre fait aujourd'hui référence pour quiconque est soucieux de connaître le rôle de l'anarcho-syndicalisme, notamment durant la guerre en Espagne de 1936 à 1939.

La révolution espagnole battue militairement

L'intervention militaire directe et immédiate des Italiens et des Allemands pèse lourd contre le peuple espagnol en armes. Dès le 28 juillet 1936, ce sont les avions d'Hitler et Mussolini qui permettent aux troupes de Franco de franchir le détroit de Gibraltar. Au corps expéditionnaire italien de 70 000 hommes, Mussolini ajoute des canons et plus de 700 avions. Hitler envoie 10 000 hommes de la légion Condor et pratique des bombardements de terreur à Guernica, Madrid... Face à ces importants moyens, l'aide de l'URSS est conditionnelle. Elle procure 2000 techniciens et des armes payées rubis sur ongle : 510 tonnes d'or de la banque d'Espagne. Il n'y eut cependant jamais plus de 20 000 brigadistes présents sur les fronts de la guerre civile au même moment. Les brigades internationales, si dévouées soient-elles, ne sont pas pour la plupart des techniciens de la guerre contrairement aux Allemands par exemple.

Avec prémonition, avant d'être assassiné par les staliniens en mai 1937 à Barcelone, l'anarchiste Camilo Berneri déclarait : « Aujourd'hui, la guerre est dans le ciel de Madrid. Demain elle sera dans celui de Barcelone ; après demain,

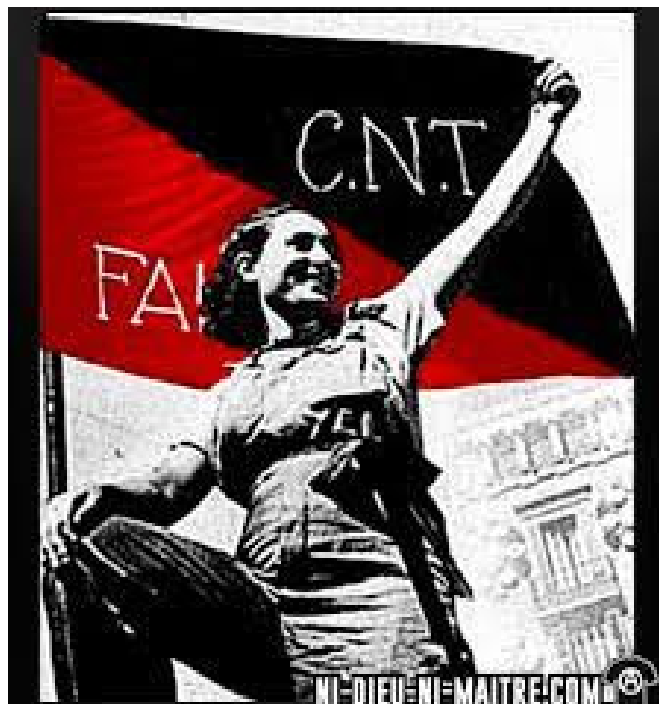
elle sera dans celui de Paris. La guerre européenne a recommencé, bien qu'elle n'ait pas été déclarée. Ce sont les avions et les aviateurs de l'Italie de Mussolini et de l'Allemagne de Hitler qui assassinent et bombardent Madrid. »

La politique de non-intervention des démocraties occidentales n'évitera pas la Deuxième Guerre mondiale mais aura pour conséquence la défaite d'une révolution.

A vrai dire, afin de maintenir l'unité antifasciste, l'abandon des principes libertaires nuira à la révolution. Il y aura des ministres anarchistes et des gradés anarchistes dans l'armée. La collaboration gouvernementale et la militarisation des milices ainsi que le décret de collectivisation promulgué par le gouvernement catalan pour récupérer, autant que possible, un mouvement qui lui échappe totalement, sont les temps forts de l'avance de la contre-révolution.

La défaite militaire sonne le glas de l'œuvre constructive révolutionnaire espagnole détruite à la fois par la victoire franquiste mais aussi par le sabotage et la trahison de Staline et ses agents. Pour autant l'expérience menée par les libertaires durant deux années reste dans l'histoire comme un exemple, et une preuve qu'il est possible d'éviter les étapes dictatoriales lorsque l'on sait organiser rapidement la société nouvelle ; se passer de la soi-disant dictature du prolétariat. « La révolution ne se fait pas dans la servitude, mais dans la liberté. »

A Suivre...



Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com